



Communiqué de presse

71/22

Montreuil, le 28 juillet 2022.

Le ravalement de façade du groupe ORPEA, simple cache-misère

Dans les suites du scandale mis en lumière par le livre "Les fossoyeurs", les annonces de renouvellement des responsables du groupe ORPEA se multiplient. Pour la Fédération CGT de la Santé et de l'Action Sociale, ce ne sont que des effets d'annonces : rien n'a changé dans les établissements.

Pour exemple, une pseudo prime de présence a été proposée en toute hâte aux salarié.e.s pour éteindre la colère suscitée par le non versement de la prime d'intéressement. Comble du cynisme, le groupe en a modifié l'attribution pour exclure un maximum de salarié.e.s.

Le nouveau président du Conseil d'administration d'ORPEA, Guillaume PEPY, était depuis 2 ans le conseiller spécial du fonds de pension canadien CPPIB sur les marchés français, fonds de pension détenant 15% des parts du groupe ORPEA ; pouvait-il ignorer les dérives du groupe ?

Tous ces nouveaux promus aux plus hautes fonctions, l'ensemble des nouveaux administrateurs, de l'ex PDG de la SNCF Guillaume PEPY au nouveau directeur général du groupe, ex DGA de Saint-Gobain Laurent Guillot n'ont aucune expérience dans le secteur de la dépendance et n'ont qu'une vision purement économique de la société. Le directeur général ORPEA France est toujours en poste, les mêmes méthodes persistent, et aucun changement en profondeur du système ORPEA n'a été annoncé.

Le rapport de la commission d'enquête sénatoriale, comme le rapport interne diligenté par ORPEA, a confirmé les accusations de fraude à l'argent public, au Code du travail et une mauvaise prise en charge des résident.e.s.

La CGT n'est pas dupe de ces effets d'annonce et restera mobilisée aux côtés des salarié.e.s pour que leur voix soit entendue, que leurs conditions de travail deviennent enfin dignes, avec des salaires à la hauteur de leur engagement et pour qu'un véritable dialogue social s'engage.

L'Etat doit mettre sous tutelle le groupe ORPEA, les faits sont suffisamment graves pour une action forte. Un grand service public de la santé et de l'action sociale, voilà la solution pour arrêter la dérive du libéralisme dans un secteur où le seul indicateur doit être la qualité de prise en charge.

La fédération CGT de la Santé et de l'Action Sociale appelle à une journée de mobilisation dans l'ensemble de notre champ le 22 septembre pour faire entendre l'ensemble des revendications des professionnel.le.s de nos secteurs d'activité et défendre la prise en charge de la population. Elle s'inscrit d'ores et déjà dans la mobilisation unitaire interprofessionnelle du 29 septembre.